



Les grands titres:

- L'ONU célèbre l'importance du sport dans la promotion du développement durable
- L'ONU appelle à prendre des mesures contre les violences sexuelles liées aux conflits
- Mali : la MINUSMA condamne un attentat suicide meurtrier dans un de ses camps
- L'ONU appelle les participants du nouveau cycle de dialogue inter-libyen au Maroc à faire des concessions
- Plusieurs responsables de l'ONU horrifiés par une nouvelle tragédie en mer Méditerranée
- Doha : l'ONU annonce un partenariat avec une ONG pour mieux lutter contre les matchs truqués
- Libye : le Conseil de sécurité condamne des attaques contre les ambassades de Corée du Sud et du Maroc à Tripoli
- Des millions de Yéménites confrontés à l'insécurité alimentaire sur fond d'escalade du conflit, selon la FAO
- Somalie: l'ONU condamne une attaque terroriste meurtrière contre un ministère
- Afghanistan : la France soutient l'aide d'urgence du PAM visant à stimuler l'économie locale
- Les exportations du tourisme international grimpent à 1.500 milliards de dollars en 2014
- Au Congrès contre le crime, l'ONU appelle à renforcer l'assistance aux victimes de la traite

L'ONU célèbre l'importance du sport dans la promotion du développement durable



UN Photo/David Mutua

15 avril - Alors que les Etats membres se penchent sur l'élaboration d'un nouveau programme de développement pour l'après-2015, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé mercredi ces derniers à reconnaître l'importance du rôle du sport dans la promotion du développement durable

En 2013, l'Assemblée générale des Nations Unies avait proclamé le 6 avril Journée internationale du sport pour le développement et la paix dans le but de célébrer la contribution du sport et de l'activité physique à l'éducation, au développement humain, à l'adoption de modes de vie sains et à l'édification d'un monde pacifique.

En l'honneur de la deuxième célébration de cette Journée, le 6 avril dernier, l'ONU organisait ce mercredi 15 avril une réunion de haut niveau sur le thème choisi pour son édition 2015, à savoir 'L'action commune en faveur du développement durable pour tous à travers le sport'.

Cet évènement, qui a eu lieu au siège des Nations Unies, à New York, réunissait un certain nombre de personnalités issues du monde du sport, dont le Président du Comité international olympique, Thomas Bach, le Président du Comité international paralympique, Philip Craven, l'ancienne joueuse professionnelle de tennis américaine, Billie Jean King et l'athlète en fauteuil roulant américaine, Cheri Baluwet.

« Comme vous le savez, en août 2013, l'Assemblée générale a fait du 6 Avril, la Journée internationale du sport pour le développement et la paix pour commémorer la première ouverture des Jeux olympiques en 1896 », a déclaré le Secrétaire général dans une série de remarques prononcées lors de cette réunion de haut niveau, à laquelle participait également son Conseiller spécial pour le sport au service du développement et de la paix, Wilfried Lemke.



« Je salue également l'énorme contribution des nombreux athlètes et personnalités sportives qui travaillent comme ambassadeur de bonne volonté des Nations Unies », a poursuivi M. Ban, tout en encourageant tous les sportifs du monde entier, hommes et femmes, à soutenir cette année le nouveau programme de développement durable des Nations Unies.

« Le sport joue un rôle important dans la société. Il encourage les individus à relever des défis, bâtir des relations solides avec les autres et tendre vers des objectifs communs », a estimé le chef de l'ONU, ajoutant qu'en période de conflit et de troubles, le sport peut également aider à fournir aux victimes « un espace pour guérir et grandir ».

« Les Jeux olympiques et paralympiques permettent de faire avancer les travaux de l'Organisation des Nations Unies », a soutenu M. Ban, mentionnant notamment le financement par le Comité international olympique d'un centre sportif inauguré l'an dernier à Haïti.

« Cette année, lorsque l'épidémie d'Ebola a éclaté en Afrique de l'Ouest, la FIFA, la Fédération Internationale de Football Association, a aidé à transformer les stades en centres de traitement, comme le stade Antoinette Tubman de Monrovia, au Libéria », s'est encore félicité le Secrétaire général, saluant également le renforcement de la Charte olympique, dans laquelle figure désormais le principe de non-discrimination sur la base de l'orientation sexuelle.

« Le Comité international paralympique a également été un acteur clé, en favorisant une culture où les personnes handicapées sont encouragés et célébrés », a poursuivi M. Ban, tout en félicitant aussi les athlètes qui utilisent leur renommée et leur influence pour aider à apporter des changements sociaux.

« Grâce au sport, nous pouvons générer l'inspiration et l'espoir en un avenir meilleur pour tous », a conclu le chef de l'ONU.

L'ONU appelle à prendre des mesures contre les violences sexuelles liées aux conflits



15 avril - A l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'Organisation sur la violence sexuelle dans les conflits armés, Zainab Hawa Bangura, a appelé à prendre des mesures concrètes pour faire face à cette menace croissante.

« L'histoire des viols commis dans les zones de conflit est une histoire marquée par le déni. Il est temps de mettre ces crimes, et ceux qui les commettent, sous les projecteurs de l'attention internationale », a déclaré Mme Bangura, qui présentait au Conseil les conclusions de l'édition 2015 du rapport du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, sur la question des violences sexuelles liées aux conflits.

Si la Représentante spéciale a constaté que de nombreux progrès avaient été effectués depuis la création de son mandat il y a cinq ans, y compris l'augmentation des ressources, l'établissement de plans d'action nationaux et la prise en compte de cette question dans l'élaboration d'accords de paix, elle a en revanche insisté sur certains faits préoccupants.

Le rapport annuel du Secrétaire général met en effet en lumière des thèmes nouveaux, et notamment une liste de 45 parties, des groupes armés pour la plupart, soupçonnés d'avoir commis des violences sexuelles à des fins tactiques pour terroriser les victimes.

Le rapport du Secrétaire général lie également la violence sexuelle dans les conflits avec la dépossession forcée des terres et des biens et la privation des femmes de sources vitales de subsistance.

Il met par ailleurs en évidence la vulnérabilité et la prise pour cible des minorités ethniques et religieuses, y compris des personnes lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres, par des groupes armés ayant recours à la violence sexuelle pour imposer leur morale et exercer un contrôle social.

Afin de lutter contre ces évolutions, Mme Bangura a mis en avant la recommandation du Secrétaire général d'inclure la violence sexuelle dans les critères du Comité des sanctions contre Al-Qaida / l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL).

En fin de compte, a estimé la Représentante spéciale, une stratégie efficace pour lutter contre cette menace émergente devrait inclure un engagement intensif des Nations Unies au niveau communautaire, y compris des femmes et de la société civile, des jeunes et des chefs traditionnels et confessionnels.

Au nombre des progrès réalisés au cours des deux dernières années, Mme Bangura a par ailleurs mentionné la signature d'accords de coopération avec l'Union africaine et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, une approche qui s'étend progressivement à Ligue des États arabes, a-t-elle ajouté.

Au niveau des pays, les gouvernements de l'Angola, la Guinée, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo (RDC), la Somalie et le Soudan du Sud se sont tous engagés à lutter contre la violence sexuelle, a également salué la Représentante spéciale.

« Ces engagements ont été pris au plus haut niveau de gouvernement et constituent la base de plans de mise en œuvre actuellement en cours d'élaboration par les autorités nationales, en coopération avec les Nations Unies et d'autres partenaires », a dit Mme Bangura.

Mali : la MINUSMA condamne un attentat suicide meurtrier dans un de ses camps



15 avril - La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a condamné fermement mercredi un attentat suicide contre un de ses camps, ayant entraîné la mort de plusieurs civils et blessé un certain nombre de civils et de Casques bleus.

« Je suis choqué que de valeureux soldats de la paix soient à nouveau pris pour cible, ainsi que des civils innocents. Cet attentat ne détournera pas la MINUSMA de sa mission de rétablissement de la paix et de la sécurité au Mali », a déclaré le Représentant spécial du

Secrétaire général de l'ONU dans le pays et Chef de la MINUSMA, Mongi Hamdi, condamnant dans les termes les plus fermes cette attaque « lâche et odieuse ».

« Aujourd'hui vers, 11h30, un véhicule suicide a explosé à l'entrée du camp de la MINUSMA à Ansongo, dans la région de Gao, alors qu'il tentait d'y pénétrer », a-t-il poursuivi dans un communiqué de presse rendu public à Bamako, la capitale malienne.

« Cette attaque a fait neuf blessés, dont deux sérieusement, parmi les Casques bleus du contingent du Niger », a déploré le Représentant Spécial, ajoutant que l'explosion avait en outre provoqué la mort d'au moins trois civils.

Sept autres civils ont également été blessés, selon M. Hamdi, qui a précisé que des évacuations médicales étaient actuellement en cours.

Le Chef de la MINUSMA a présenté au nom de la Mission ses condoléances aux familles endeuillées, ainsi qu'au peuple et au Gouvernement du Mali, tout en souhaitant un prompt rétablissement aux Casques bleus et civils blessés.

L'ONU appelle les participants du nouveau cycle de dialogue inter-libyen au Maroc à faire des concessions



15 avril - Alors que les combats en Libye se poursuivent, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies dans le pays, Bernardino León, a salué mercredi l'ouverture d'un nouveau cycle de dialogue politique inter-libyen, hébergé par la Maroc, sous l'égide de l'ONU.

Cette nouvelle réunion intervient deux jours après la tenue de pourparlers politiques inter-libyens en Algérie, le lundi 13 avril, pour tenter de résoudre pacifiquement la crise libyenne en incluant le plus grand nombre de composantes de la société dans le processus de paix.

Les cycles de dialogue précédents avaient réunis des responsables locaux libyens à Genève en janvier, puis à Bruxelles, en

mars.

« L'objectif principal du cycle que nous commençons aujourd'hui est de se mettre d'accord avec tous les participants sur la forme que pourrait prendre un document final », a déclaré M. León lors d'une conférence de presse à l'ouverture du nouveau de dialogue inter-libyen. « Les parties devraient être consciente que nous allons essayer d'obtenir le maximum, et que, après cette ronde de négociations, il sera très difficile d'obtenir plus que cela ».

« Je voudrais commencer en appelant les parties à faire preuve de souplesse, à être généreuses et à être prêtes à faire des concessions », a poursuivi M. Leon. « Elles ne peuvent pas tout obtenir, c'est évident. Ou nous pouvons aussi en arriver à un point où elles estimeront qu'elles n'obtiennent pas suffisant et qu'il est préférable de continuer dans la situation actuelle en Libye. J'espère que ce ne sera pas le cas ».

M. Leon a espéré que les négociateurs avaient compris l'urgence de parvenir à un accord afin de former un gouvernement d'unité nationale, ajoutant que la poursuite des négociations devrait impliquer directement les groupes armés.

« Il est très important de les écouter, d'expliquer ce que nous faisons parce qu'il n'y aura pas de solution finale pour la Libye si les groupes armés ne sont pas impliqués », a-t-il dit. « Nous travaillons également avec l'Égypte pour préparer la réunion des tribus, qui est tout aussi importante ».

Tout en restant positif sur les perspectives de succès, à condition que les participants restent réalistes, M. Leon a condamné dans les termes les plus forts les frappes aériennes qui ont eu lieu ce matin à l'aéroport de Metiga.

« Personne ne peut accepter qu'il y ait des frappes aériennes alors même que l'une des délégations décolle pour venir participer au dialogue », a déploré le Représentant spécial, insistant sur la dimension inacceptable d'un tel geste.

« C'est ce qu'est devenu la Libye aujourd'hui : le terrorisme, pas de contrôle des frontières, les gens qui meurent chaque jour dans la Méditerranée, les frappes aériennes et toujours plus de combats. Cela ne peut pas continuer. Cela ne peut tout simplement pas continuer. La patience des Libyens est à bout et la patience de la communauté internationale n'est plus », a-t-il dit.

Plusieurs responsables de l'ONU horrifiés par une nouvelle tragédie en mer Méditerranée



15 avril - Plusieurs hauts responsables de l'ONU ont réagi vivement mercredi face à l'annonce d'une nouvelle tragédie en mer méditerranée, où 400 migrants auraient trouvé la mort dans le naufrage du bateau qui les transportait dimanche 13 avril, au large des côtes de la Libye.

Alors que le 13^{ème} Congrès de l'ONU contre le crime poursuit ses travaux à Doha, au Qatar, le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Yury Fedotov, a exprimé mercredi sa tristesse et son horreur face à cette

tragédie.

« Je suis profondément attristé et horrifié par cette tragédie, qui suit d'autres tragédies similaires au cours de l'année passée. Le trafic de migrants exploite cruellement le désespoir et permet aux réseaux criminels de générer d'énormes profits. Les migrants peuvent subir des conditions inhumaines et la torture pendant leur voyage », a déclaré M. Fedotov dans un communiqué de presse.

Dans un entretien accordé à la télévision de l'ONU, M. Fedotov a ajouté qu'il était inacceptable que « les gens meurent en dépit de nos efforts ». « C'est un crime contre lequel nous devons lutter. Nous devons protéger les droits des migrants, nous devons les soutenir, nous devons protéger les femmes et en particulier les enfants », a-t-il dit.

Le trafic illicite de migrants est l'un des thèmes abordés lors du Congrès contre le crime à Doha, qui doit s'achever le 19 avril.

Le Directeur exécutif de l'ONUDC a déclaré qu'il était urgent d'introduire des mesures pour protéger les droits des migrants clandestins en conformité avec la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et son Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer.

Il a ajouté que la communauté internationale devait aussi affronter les criminels et briser leurs réseaux. « Cela signifie que la coopération entre les nations, les organisations inter-gouvernementales et la société civile doit être renforcée », a-t-il dit.

Selon l'ONUDC, le trafic de migrants génère d'énormes profits pour les criminels qui exploitent le manque de possibilités légales pour les migrants et profitent de leur situation en offrant des services coûteux, notamment le transport, mais aussi la fraude de documents.

Dans un communiqué de presse publié mercredi, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, António Guterres, s'est pour sa part dit « profondément choqué » face à ce nouveau drame survenu le 13 avril à 120 kilomètres au sud de l'île italienne de Lampedusa.

Selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), 142 personnes ont été secourues par les autorités italiennes et huit corps ont également été retrouvés, alors que 400 migrants sont toujours portés disparus et présumés morts.

« Cela démontre combien il est important de disposer d'un mécanisme robuste de sauvetage en mer, dans le centre de la Méditerranée », a déclaré M. Guterres. « Malheureusement Mare Nostrum n'a jamais été remplacée par un programme d'une capacité équivalente à sauver des gens ».

Mare Nostrum, un important programme italien de recherche et de sauvetage des migrants en mer Méditerranée, a été remplacée en décembre dernier par l'opération Triton de l'Union européenne, en pleine recrudescence des traversées maritimes dans la région.

Selon le HCR, en 2015, environ 31.500 migrants au total ont entrepris la traversée en direction des deux principales destinations européennes que sont l'Italie et la Grèce.

Doha : l'ONUDC annonce un partenariat avec une ONG pour mieux lutter contre les matchs truqués



15 avril - L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a annoncé mercredi un nouveau partenariat avec le Centre international pour la sécurité dans le sport (ICSS) afin d'aider à renforcer les enquêtes et poursuites transfrontalières concernant les matchs truqués et la manipulation des compétitions sportives.

« Des cas récents ont montré le besoin urgent de réponses efficaces aux matchs truqués. Ce n'est pas une 'simple' violation des règles sportives; c'est aussi une question de justice pénale, et j'ajouterais, une question de confiance du public », a déclaré le Directeur exécutif de l'ONUDC, Yury Fedotov, lors d'une réunion spéciale consacrée à ce thème dans le cadre du Congrès de l'ONU contre le crime qui se déroule jusqu'au 19 avril à Doha, au Qatar.

« Les liens entre les matchs truqués et d'autres activités criminelles ont été identifiés comme des défis supplémentaires pour les enquêteurs et les autorités chargées de faire appliquer la loi. Le trucage de matchs est de plus en plus considéré comme un crime qui doit être traité grâce à des mesures législatives et des pouvoirs d'enquête efficaces, notamment en raison de ses liens avec le crime organisé, la corruption et le blanchiment d'argent », a-t-il ajouté.

Les paris sportifs illégaux et les matches truqués sont devenus une énorme entreprise transnationale générant des milliards de dollars. Ils menacent la crédibilité du sport et créent des liens étroits et dangereux avec le crime. L'augmentation des matchs truqués peut être liée au développement des paris en ligne, qui accroissent le nombre de personnes ayant un intérêt économique direct dans des compétitions sportives.

La commercialisation du sport a conduit à des gains accrus en matière de paris sportifs. Pendant la Coupe du monde de football de 2010 en Afrique du Sud, 5.000 personnes ont été arrêtées dans le cadre de paris sportifs en Chine, en Malaisie, à

Singapour et en Thaïlande, et plus de 10 millions de dollars ont été saisis.

L'ONUDC et l'ICSS vont travailler ensemble et développer un certain nombre de programmes visant à soutenir la lutte contre les matchs truqués et les paris illégaux, ainsi qu'à protéger les grandes manifestations sportives de la corruption.

Au cours des mois à venir, ils vont également commencer à développer une formation spéciale conforme à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et la Convention des Nations Unies contre la corruption qui permettra d'identifier les principaux thèmes liés aux poursuites et aux enquêtes sur les matchs truqués pouvant être mis en œuvre par la justice pénale et les forces de l'ordre.

Fondée en 2010, l'ICSS est une organisation internationale non-lucrative basée à Doha, avec pour mission de promouvoir et protéger l'intégrité et la sécurité du sport.

M. Fedotov a déclaré que le nouveau partenariat permettra de consolider, développer et approfondir la coopération avec l'ICSS « pour faire cesser les matchs truqués et les paris illégaux, et se prémunir contre la corruption dans les grands événements sportifs, avec un accent particulier mis sur le renforcement des capacités et le développement des outils techniques ».

L'ONUDC a déjà signé un partenariat avec le Comité international olympique, et conjointement avec le CIO a réalisé une étude sur les 'Approches pénales pour lutter contre les matchs truqués et les paris illégaux' ».

Le Président de l'ICSS, Mohammed Hanzab, a déclaré que « les matchs truqués ont un impact profond non seulement sur le sport, mais sur la société au sens large. Ils touchent les gens de tous horizons dans de nombreux pays à travers le monde. En conséquence, les matchs truqués sont une question que les gouvernements, et le sport, ne peuvent ignorer plus longtemps ».

Libye : le Conseil de sécurité condamne des attaques contre les ambassades de Corée du Sud et du Maroc à Tripoli



15 avril - Le Conseil de sécurité des Nations Unies a condamné « dans les termes les plus forts » la récente série d'attaques terroristes contre les ambassades de République de Corée et du Maroc à Tripoli, la capitale libyenne.

Dans un communiqué de presse publié dans la soirée du mardi 14 avril, les membres du Conseil ont condamné ces actes de violence et rappelé « l'inviolabilité des locaux diplomatiques et consulaires », en vertu du droit international

Le Conseil a par ailleurs souligné l'obligation des gouvernements hôtes de prendre « toutes les mesures appropriées » pour protéger les installations diplomatiques.

Ces attaques, perpétrées les 12 et 13 avril dernier à Tripoli, ont fait au moins deux morts et plusieurs blessés. Elles sont intervenues alors qu'un nouveau cycle de pourparlers de paix inter-libyens vient tout juste de s'achever en Algérie, sous les auspices de l'ONU.

Dans sa déclaration, le Conseil des 15 membres a exprimé ses « sincères condoléances » aux familles des victimes et a souligné « la nécessité de traduire les auteurs de ces actes en justice ».

En outre, les membres du Conseil ont réaffirmé que le terrorisme constitue l'une des « menaces les plus graves à la paix et la sécurité » et ont insisté sur la nécessité de le combattre « par tous les moyens » et dans le respect du droit international.

Des millions de Yéménites confrontés à l'insécurité alimentaire sur fond d'escalade du conflit, selon la FAO



15 avril - Sur fond d'escalade du conflit au moment le plus délicat de la saison des semis, près de 11 millions de Yéménites sont confrontés à l'insécurité alimentaire et des millions d'autres risquent de n'être plus en mesure de répondre à leurs besoins alimentaires de base, indique un nouveau rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), rendu public mercredi.

Selon la dernière évaluation de la FAO, le conflit qui va s'aggravant dans presque toutes les grandes villes du pays perturbe les marchés et le commerce, entraîne à la hausse les prix alimentaires et entrave la production agricole, notamment la préparation des terres et les semis en vue des récoltes 2015 de maïs et sorgho.

D'après l'étude, 10,6 millions de Yéménites sont actuellement en situation d'insécurité alimentaire aiguë, dont 4,8 millions confrontés à des conditions « d'urgence » marquées par un accès très problématique à la nourriture, par des taux de malnutrition très élevés et croissants, et par la destruction irréversible de leurs moyens d'existence.

En outre, précise le rapport, environ 850.000 enfants souffrent de malnutrition aiguë. Au total, plus de la moitié de la population du Yémen, soit 16 millions de personnes sur 26 millions, ont besoin d'aide humanitaire sous une forme ou une autre et n'ont pas accès à l'eau potable.

Le rapport indique que, paradoxalement, 2,5 millions de producteurs d'aliments, notamment des agriculteurs, des éleveurs, des pêcheurs et des salariés agricoles, figurent parmi les personnes souffrant d'insécurité alimentaire.

« Nous entrons dans une période cruciale pour la production agricole. Maintenant plus que jamais, l'agriculture ne saurait être reléguée au second plan si l'on veut éviter qu'un plus grand nombre de personnes ne sombre dans l'insécurité alimentaire au beau milieu de cette crise », a souligné le Représentant de la FAO au Yémen, Salah Hajj Hassan, dans un communiqué de presse annonçant les conclusions du rapport.

Depuis 2014, plus de 90.000 personnes, soit 13.450 familles, ont bénéficié des programmes de la FAO. Si les conditions de sécurité le permettent, l'Organisation compte couvrir près de 235.000 personnes dans le cadre de son plan d'intervention 2014-2015 pour le Yémen, mais davantage de fonds sont indispensables.

Jusqu'à présent, seulement 4 millions de dollars sur les 12 millions requis ont été débloqués pour les programmes de subsistance, a précisé l'agence. Aussi, la FAO a-t-elle appelé la communauté internationale à financer les plus de 8 millions de dollars requis pour soutenir les agriculteurs durant la saison cruciale des semis.

« Bien avant l'intensification des combats au printemps, les Yéménites avaient un besoin urgent d'aide pour développer leur production agricole », a précisé le Sous-Directeur général de la FAO pour l'Afrique du Nord et le Proche-Orient, Abdessalam Ould Ahmed. « La détérioration de la situation signifie que nous devons redoubler d'efforts pour faire en sorte que le plus grand nombre d'agriculteurs soient en mesure de planter durant cette campagne agricole et aussi pour renforcer leur résilience aux chocs futurs », a-t-il dit.

Somalie: l'ONU condamne une attaque terroriste meurtrière contre un ministère



15 avril - Suite à un attentat terroriste meurtrier survenu au Mali le mardi 14 avril contre le Ministère de la culture et de l'enseignement supérieur à Mogadishu, plusieurs hauts responsables de l'ONU ont condamné dans les termes les plus vifs cette attaque, qui a fait plusieurs morts et blessés parmi les civils, les membres des forces de sécurité et les fonctionnaires somaliens.

« Je condamne l'horrible attaque terroriste survenue aujourd'hui à Mogadishu dans les termes les plus forts et je suis consterné par le mépris total pour les vies de personnes innocentes dont ont fait preuve les assaillants », a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU au Mali, Nicholas Kay, dans un communiqué de presse rendu public le jour même dans la capitale malienne.

« Cette attaque contre le Ministère de la culture et de l'enseignement supérieur est un assaut contre efforts courageux entrepris par les Somaliens dans le but de bâtir un avenir prometteur pour les jeunes de leur nation », a-t-il poursuivi.

M. Kay a souligné que les Somaliens et autres habitants de la région traversaient des jours sombres pour la paix. En ces temps difficiles, le Représentant spécial a appelé à l'unité face au terrorisme, présentant ses plus sincères condoléances au Gouvernement fédéral somalien et aux familles et proches des personnes tuées durant attaque.

M. Kay a réitéré l'engagement sans faille de l'ONU dans sa lutte contre le fléau terroriste et dans son soutien au peuple et au Gouvernement fédéral de la Somalie pour maintenir la sécurité et la stabilité dans le pays.

Dans un communiqué de presse publié le mercredi 15 avril au siège de l'ONU, à New York, les membres du Conseil de sécurité de l'Organisation ont également « fermement condamné » cette attaque, revendiquée par le groupe terroriste islamique Al-Chabab, « qui a tué des civils somaliens, ainsi que des membres des Forces nationales de sécurité en Somalie et un soldat de l'AMISOM (Mission de l'Union africaine en Somalie), et a blessé plusieurs autres personnes ».

Les membres du Conseil de sécurité ont rendu hommage à la réponse rapide et au courage des forces de sécurité nationales somaliennes et des troupes de l'AMISOM.

Les membres du Conseil ont réaffirmé que le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations constitue l'une des menaces les plus graves pour la paix et la sécurité internationales et que tout acte de terrorisme est par nature criminel et injustifiable, quelles que soient les motivations de ses auteurs.

Les membres du Conseil de sécurité ont réitéré leur détermination à combattre toutes les formes de terrorisme, conformément à leur responsabilité en vertu de la Charte des Nations Unies.

Soulignant la nécessité de traduire les auteurs, organisateurs, soutiens financiers et commanditaires de ces actes de terrorisme devant la justice, les membres du Conseil ont exhorté tous les États à coopérer activement avec les autorités somaliennes à cet égard.

Les membres du Conseil de sécurité ont en outre rappelé aux États qu'ils doivent veiller à ce que les mesures prises pour combattre le terrorisme soient conformes à leurs obligations en vertu du droit international, en particulier du droit international des droits de l'homme, du droit international humanitaire et du droit des réfugiés.

En conclusion, le Conseil de sécurité a affirmé que le terrorisme ne saurait venir à bout de sa détermination à soutenir la paix et la réconciliation en Somalie.

Afghanistan : la France soutient l'aide d'urgence du PAM visant à stimuler l'économie locale



15 avril - Le Gouvernement français a annoncé une contribution de 400.000 euros au Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) afin de soutenir l'aide d'urgence en Afghanistan en 2015, a salué mercredi l'agence onusienne.

L'annonce a été faite formellement lors d'une cérémonie de signature organisée à l'ambassade de France à Kaboul, en présence de hauts représentants du gouvernement français et du PAM. La nouvelle contribution française permettra au PAM de transporter et de distribuer des denrées alimentaires achetées localement afin de venir en aide à quelques

45.000 personnes affectées par des catastrophes d'origine naturelle ou humaine.

Le PAM utilisera les fonds français pour acheter du blé auprès de petits producteurs et d'associations d'agriculteurs, mais aussi des Biscuits Énergétiques produits dans une usine locale de Jalalabad, à l'est de l'Afghanistan.

« Cette contribution est extrêmement bienvenue car elle permettra non-seulement d'assurer une assistance alimentaire vitale aux populations en cas d'urgence, mais aussi de soutenir les agriculteurs et commerces locaux. En effet, le PAM achète

localement l'ensemble des denrées alimentaires qu'il distribue, y compris les Biscuits énergétiques », a expliqué le Représentant et Directeur du PAM en Afghanistan, Claude Jibidar, dans un communiqué de presse rendu public à Kaboul pour l'occasion.

Selon M. Jibidar, le fait d'acheter la nourriture localement assure au PAM un approvisionnement rapide, efficace et stable pour répondre aux urgences alimentaires. L'agence achète la nourriture directement auprès de petits agriculteurs, renforçant ainsi les marchés céréaliers afghans et l'accès des petits producteurs à ces marchés.

En 2015, le PAM en Afghanistan prévoit d'apporter une assistance alimentaire à 3,4 millions d'Afghans vulnérables dans l'ensemble des 34 provinces du pays, au travers de divers programmes de sécurité nutritionnelle, de distributions de Repas Scolaires, de formation professionnelle, ou encore de transferts monétaires et de bons alimentaires.

Les exportations du tourisme international grimpent à 1.500 milliards de dollars en 2014



Seychelles. Photo: UNWTO

15 avril - Les recettes du tourisme international ont augmenté de 48 milliards de dollars en 2014 pour atteindre un niveau record, à 1.245 milliards, a déclaré mercredi l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), précisant qu'en prenant en compte les recettes du transport international de voyageurs, soit 221 milliards, le total des exportations du tourisme international a atteint 1.500 milliards l'an dernier.

Les recettes générées par les dépenses des visiteurs internationaux en hébergement, repas et boissons, loisirs, achats et autres biens et services ont atteint un total estimé à 1.245 milliards de dollars en 2014, en hausse de 3,7 %, a indiqué l'OMT dans un communiqué de presse, ajoutant que les arrivées de touristes internationaux ont augmenté de 4,4 % en 2014, pour atteindre un total de 1 milliard 135 millions d'arrivées, contre 1 milliard 87 millions en 2013.

Outre les recettes du tourisme international, le tourisme génère aussi des recettes d'exportation au titre des services de transport international de voyageurs, a précisé l'agence. D'après ses estimations, ces dernières se sont élevées à 221 milliards de dollars en 2014, portant le total des exportations du tourisme international à 1.500 milliards de dollars, soit en moyenne 4 milliards par jour.

« Le tourisme international est une composante de plus en plus importante du commerce international, comme en témoignent les recettes d'exportation en provenance du tourisme international et du transport international de voyageurs, lesquelles ont atteint 1 500 milliards d'USD en 2014 », a déclaré le Secrétaire général de l'OMT, Taleb Rifai. « Dans un scénario de baisse des prix des produits de base, les dépenses du tourisme international ont augmenté de manière considérable en 2014, démontrant la capacité du secteur à stimuler la croissance économique, à doper les exportations et à créer des emplois ».

Le tourisme international (voyages et transport de voyageurs) représente 30% des exportations de services dans le monde et 6 % des exportations totales de biens et de services, a indiqué l'agence onusienne. Comme catégorie d'exportations à l'échelle mondiale, le tourisme arrive en quatrième position derrière les carburants, les produits chimiques et l'industrie alimentaire, et occupe la première place dans de nombreux pays en développement.

L'Europe représente à elle-seule 41 % des recettes du tourisme international à l'échelle mondiale, bien que les recettes du tourisme international soient en hausse dans toutes les régions du monde, a précisé l'OMT.

« Dans le peloton de tête des dix premiers en termes de recettes du tourisme, la Chine est grimpée de la 5ème à la 3ème place suite à la hausse de 10% des recettes qu'elle a enregistrée en 2014, à 57 milliards de dollars. Les États-Unis d'Amérique (177 milliards de dollars) et l'Espagne (65 milliards de dollars) ont conservé la première et la deuxième place du classement. Le Royaume-Uni (45 milliards de dollars) a gagné deux places et pris la 7ème position, sous l'effet prolongé des Jeux olympiques et de l'appréciation de la livre sterling (faisant augmenter les recettes calculées en dollars). La France, Macao (Chine) et l'Italie occupent les 4ème, 5ème et 6ème rangs, respectivement, tandis que l'Allemagne, la Thaïlande et Hong Kong (Chine) complètent le classement des dix premiers », a déclaré l'OMT.

Au Congrès contre le crime, l'ONU appelle à renforcer l'assistance aux victimes de la traite



Une jeune femme issue d'une communauté de pêcheurs au Bengale occidental en Inde orientale. Elle provient d'un village connu pour ses niveaux élevés de traite des femmes et des filles en direction de grandes villes. Photo : ONU Femmes / Anindit Roy-Chowdhury

15 avril - Alors que la traite de personnes est devenue une entreprise criminelle mondiale, générant plusieurs milliards de dollars chaque année, des responsables des Nations Unies ont souligné mardi lors d'une réunion de haut niveau au Congrès de l'ONU contre le crime à Doha, au Qatar, que les victimes de ce trafic ont besoin d'une assistance pour se rétablir et se réinsérer.

Presque tous les pays du monde sont affectés par la traite des personnes, qu'ils soient des pays d'origine, de transit ou de destination. Les personnes victimes de ce trafic sont exploitées à des fins différentes : selon des chiffres de 2011, environ 53% d'entre elles sont victimes d'exploitation sexuelle et 40% de travail forcé.

En 2010, l'ONU a créé un Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la traite des personnes et la réunion de haut niveau a examiné les résultats du Fonds et les défis auxquels il a dû faire face au cours des cinq dernières années.

« Le Fonds contribue à garantir que les femmes, les enfants et les hommes qui ont été exploités par les trafiquants soient identifiés et bénéficient de l'assistance, de la protection et du soutien nécessaires pour leur rétablissement physique, psychologique et social », a déclaré le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD), Yury Fedotov.

La Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la traite des personnes, Maria Grazia Giammarinaro, a déclaré pour sa part que l'aide est cruciale « pour assurer le plein accès à un recours effectif pour les victimes, y compris la réadaptation, la réinsertion et la réparation de tout préjudice commis contre elles » et pour éviter que les victimes soient à nouveau exploitées.

Cependant, dans la pratique, les personnes victimes de la traite sont souvent laissées sans le recours, ou l'assistance, nécessaires pour commencer un processus de réadaptation ou de réinsertion, a-t-elle ajouté.

Mme Giammarinaro a souligné qu'un partenariat solide avec les organisations non gouvernementales est nécessaire pour lutter efficacement contre le fléau. Elle a demandé instamment aux États membres de contribuer généreusement au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies.

« Le rôle du Fonds est crucial. Il n'est pas destiné bien sûr à remplacer l'action de l'État. Les États ont des obligations et doivent s'acquitter de ces obligations dans le domaine de la protection des droits des victimes, notamment en allouant un financement adéquat aux organisations non gouvernementales », a-t-elle ajouté.

Le cycle des trois premières années de subventions du Fonds s'est achevé en décembre dernier, et un total de 11 projets en Albanie, au Cambodge, au Costa Rica, en République tchèque, en France, au Kenya, en Israël, en Moldavie, au Népal, au Nigéria et aux États-Unis a reçu près de 750.000 dollars.

Chaque année, quelque 2.000 victimes ont bénéficié d'une aide directe, sous la forme d'abris, de services de santé de base, de formation professionnelle et d'éducation, ainsi que de soutien psychologique, économique et social.

M. Fedotov a déclaré que les difficultés persistantes dans la collecte d'argent pour le Fonds de contributions volontaires, en dépit de ses réalisations concrètes, reste un défi majeur.

Depuis sa création, le mécanisme a reçu un peu plus de 2 millions de dollars de contributions versées par 19 États membres et quelque 30 donateurs du secteur privé, ainsi que des particuliers.

« Bien que ces contributions aient été très chaleureusement reçues, elles restent en dessous du niveau de financement nécessaire, et j'espère que nous pouvons compter sur votre soutien pour s'assurer que le Fonds puisse avoir la portée et

l'impact prévu par le Plan d'action mondial », a-t-il dit.

Deux représentants d'organisations non gouvernementales qui aident des victimes de la traite des personnes au Népal et au Nigéria, Sunita Damuwar, Présidente du Conseil d'administration de Shakti Samuha, et Paul Adepelumi, Directeur exécutif du Centre africain pour la défense des intérêts et le développement humain (ACAHD), étaient parmi les participants de cette réunion de haut niveau. Mme Damuwar a décrit le travail accompli par son organisation au Népal. Elle a montré une écharpe « faite par nos survivants de la traite qui vivent dans notre maison d'accueil ».

M. Adepelumi a expliqué de son côté que des milliers de filles nigérianes travaillent dans l'industrie du sexe et que « beaucoup se trouvent en Europe ». Il a ajouté que les causes profondes de cette traite de personnes sont « la pauvreté généralisée » et les conflits armés.